

CONVENTION CONSTITUTIVE DU GROUPEMENT DE COMMANDES

Communauté Urbaine Le Havre Seine Métropole

Commune du Havre

Commune de Sainte-Adresse

Commune d'Harfleur

Commune de Montivilliers

OBJET :

FOURNITURE ET MAINTENANCE D'UNE SOLUTION INFORMATIQUE PERMETTANT LA GESTION DE LA
DETTE (PROPRE ET GARANTIE) D'UN EPCI ET DE SES COMMUNES MEMBRES.

**

*

ENTRE LES SOUSSIGNES :

La Communauté Urbaine Le Havre Seine Métropole, dont le siège social est situé 19 rue Georges Braque, au Havre, représentée par son Président, agissant en vertu d'une décision en date du

Ci-après désignée Communauté Urbaine

ET

La commune du Havre, dont le siège social est 1517 place de l'Hôtel de Ville au Havre, représentée par son Maire, agissant en vertu d'une délibération en date du

Ci-après désignée Ville du Havre

ET

La commune de Sainte-Adresse, dont le siège social est situé 1 rue Albert Dubosc à Sainte-Adresse, représentée par son Maire, agissant en vertu d'une délibération en date du

Ci-après désignée Ville de Sainte-Adresse

ET

La commune d'Harfleur dont le siège social est situé 55 rue de la République à Harfleur, représentée par son Maire, agissant en vertu d'une délibération en date du

Ci-après désignée Ville de Harfleur

ET

La commune de Montivilliers dont le siège social est situé place François Mitterrand à Montivilliers, représentée par son Maire, agissant en vertu d'une délibération en date du 28 avril 2025.

Ci-après désignée Ville de Montivilliers

IL A ETE EXPOSE CE QUI SUIIT :

Afin de satisfaire à leurs besoins en la matière, la communauté urbaine Le Havre Seine Métropole et les communes signataires souhaitent disposer d'une solution informatique de gestion de dette.

Cet outil de gestion et d'aide à la décision doit pouvoir permettre à chaque collectivité, de gérer dynamiquement et en toute autonomie sa dette propre, mais aussi d'assurer, si elle le souhaite, le suivi de l'encours de sa dette garantie, disposer de conseils de consultants experts en ces domaines et bénéficier, un module de prospective financière ainsi que d'un module de suivi de subventions.

Dans le cadre d'un marché de fourniture, de mise en œuvre et de maintenance d'un tel logiciel, le groupement de commandes présente un réel intérêt économique.

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de constituer un groupement de commandes, en application des articles L. 2113-6 à L. 2113-8 du code de la commande publique et d'en définir les modalités de fonctionnement.

ARTICLE 2 - COMPOSITION DU GROUPEMENT DE COMMANDES

Les membres du groupement de commandes sont les suivants :

- Communauté Urbaine
- Ville du Havre
- Ville de Sainte-Adresse
- Ville d'Harfleur
- Ville de Montivilliers

ARTICLE 3 – DUREE ET PRISE D'EFFET

La présente convention sera exécutoire après sa signature par l'ensemble des membres du groupement, son envoi au contrôle de légalité et notification.

Le groupement de commandes, objet de la présente convention, prendra fin à l'expiration des marchés négociés qui seront conclus, conformément aux dispositions de la présente convention, ainsi que pour toutes leurs relances éventuelles.

ARTICLE 4 - OBJET DU GROUPEMENT DE COMMANDES

Le présent groupement de commandes a pour objet la passation de marchés publics portant sur la fourniture, la mise en œuvre et la maintenance d'une solution informatique pour la gestion de dette propre et de dette garantie.

L'article R2122-3 prévoit que l'acheteur peut passer un marché sans publicité ni mise en concurrence préalables lorsque les travaux, fournitures ou services ne peuvent être fournis que par un opérateur économique déterminé.

En l'état, le fournisseur actuel Finance Active (Altus Group) propose l'ensemble des prestations que

sont :

- La mise à disposition d'un outil de gestion et d'une assistance de la dette propre (informations du marché, webinars d'informations, accompagnement et expertise, formation...) ;
- La mise à disposition d'un outil de gestion de la dette garantie ;
- La mise à disposition d'un outil de prospective financière ;
- La mise à disposition d'un outil et d'une assistance dans l'aide et la recherche de subventions.

ARTICLE 5 – DESIGNATION DU COORDONATEUR DU GROUPEMENT DE COMMANDES

La communauté Urbaine est désignée, d'un commun accord entre les parties, comme étant le coordonnateur du groupement de commandes. Elle sera représentée, en sa qualité de coordonnateur, par son représentant du pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 6 – MISSIONS DU COORDONNATEUR

Le coordonnateur est chargé de procéder, dans le respect de la procédure avec négociation, définit dans le code de la commande publique, à la négociation des conditions du marché.

Les missions du coordonnateur sont les suivantes :

- Définir l'organisation technique et administrative de la procédure de consultation. A cette fin, il choisit parmi les procédures décrites au Code de la commande publique, celle applicable, qui lui paraît la plus appropriée à la satisfaction des besoins communs,
- Recenser et intégrer les besoins des communes membres du groupement dans un règlement de consultation unique,
- Rédiger le Cahier des Clauses Particulières (C.C.P.) ;
- Transmettre les pièces constitutives du marché aux membres du groupement de commande.

Le coordonnateur est également chargé, le cas échéant, d'ester en justice au nom et pour le compte des membres du groupement, pour la procédure dont il a la charge, aussi bien en tant que demandeur qu'en tant que défendeur. Il informe et consulte les membres du groupement sur sa démarche et son évolution.

ARTICLE 7 – ENGAGEMENT DES MEMBRES DU GROUPEMENT DE COMMANDES

Chaque membre du groupement de commandes s'engage à :

- Indiquer au coordonnateur les personnes désignées en son sein comme référents technique et administratif-financier,
- Transmettre l'ensemble des éléments à intégrer dans les documents de la consultation sur demande du coordonnateur,
- Respecter le choix du titulaire du marché,
- Signer avec le (les) titulaire(s) désigné(s), le marché négocié résultant de la négociation régie par cette convention,
- Notifier le marché,
- Assurer l'exécution du marché avec le titulaire retenu
- Participer au suivi de la bonne exécution du marché et à la vérification de la conformité des prestations livrées aux dispositions prévues au cahier des charges.
- Informer le coordonnateur de la bonne ou mauvaise exécution du marché,
- Mettre en œuvre d'éventuelles mesures coercitives envers le prestataire (mise en demeure,

- pénalités diverses, résiliation),
- La conclusion d'éventuels avenants incombera à chacun des membres pour ce qui le concerne,
 - En cas de problématiques communes, le coordonnateur pourra se charger de la rédaction des projets d'avenants, lesquels devront être validés, signés, notifiés et exécutés par les instances respectives de chacun des membres.

ARTICLE 8 – DISPOSITIONS FINANCIERES

8.1. Contributions financières des membres du groupement

Le traitement des factures est effectué par les services de chacun des membres du groupement, chacun pour ce qui les concerne. Les paiements sont assurés selon les modalités de facturation séparées (pour chaque collectivité) établies par la ou les entreprises retenues.

8.2. Versement d'indemnités

Le paiement d'indemnités au(x) titulaire(s) du (des) marché(s) conclu(s) dans le cadre de la présente convention, pour non-respect des engagements contractuels ou tout autre motif, est effectué par chaque co-contractant, pour ce qui le concerne.

ARTICLE 9 – RESPONSABILITE

Chaque membre du groupement de commandes est responsable de la part du marché dont il a la charge. Le coordonnateur est responsable des missions qui lui sont confiées par la présente convention. Il fera son affaire de tous les risques pouvant provenir de son activité. Il est seul responsable vis-à-vis des tiers, de tout dommage de quelque nature que ce soit découlant de ses missions.

ARTICLE 10 – ADHESION / RETRAIT DES MEMBRES DU GROUPEMENT

L'adhésion des personnes publiques visées à l'article 2 de la présente convention est soumise à l'approbation de leur assemblée délibérante.

Le retrait d'un membre du groupement est constaté par une décision selon ses règles propres, notifié au coordonnateur avant le lancement de la consultation du (des) marché(s) (/accord-cadre). Un avenant à la présente convention sera alors passé pour entériner cette décision.

ARTICLE 11 – MODIFICATION DE LA CONVENTION CONSTITUTIVE

Toute modification de la présente convention doit faire l'objet d'un avenant approuvé dans les mêmes termes par l'ensemble des membres du groupement. Les décisions des assemblées délibérantes prises en ce sens par chacun des membres sont notifiées aux autres membres. La modification ne prend effet que lorsque tous les membres auront approuvé les modifications.

La désignation d'un nouveau coordonnateur ne peut intervenir qu'après signature d'un avenant à cette convention.

ARTICLE 12 – RESILIATION DE LA CONVENTION CONSTITUTIVE

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties de ses engagements contractuels, la convention pourra être résiliée de plein droit, à tout moment, sans recours à la justice et sans préjudice, de toute demande de dommages et intérêts, après mise en demeure restée sans effet après un délai de 10 jours par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 13 – CONTENTIEUX

En cas de litige résultant de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention qui ne pourrait être résolu de manière amiable entre les parties sous un délai de 30 jours suivant sa constatation par voie recommandée par la partie la plus diligente, le tribunal administratif de Rouen est seul compétent.

Fait au Havre, le

Pour la Communauté urbaine
Pour le Président, et par délégation

Fait au Havre, le

Pour la Ville du Havre
Le Maire

Fait à Harfleur, le

Pour la ville de Harfleur
Le Maire

Fait à Sainte-Adresse

Pour la ville de Sainte-Adresse
Le Maire

Fait à Montivilliers, le

Pour la ville de Montivilliers
Le Maire